

# BARRACUDA

## EMPIRE CENTRAFRICAIN (SEPTEMBRE 1979 - SEPTEMBRE 1981)



---

## I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'OPÉRATION

### 1-1 Type d'opération

Action militaire prolongeant une action diplomatique qui a échoué.

### 1-2 Mandat

Remplacer, à la demande d'autorités centrafricaines, l'empereur **Bokassa 1<sup>er</sup>**, mis en cause par **David Dacko** dans le rapport d'une commission d'enquête chargée de faire la lumière sur les massacres d'enfants perpétrés à Bangui au printemps 1979. Cette opération vise également à protéger les ressortissants français et à stopper une possible arrivée des Libyens en Centrafrique, en particulier leur éventuelle installation à Bouar.

### 1-3 Durée de l'opération

Septembre 1979 - septembre 1981.

### 1-4 Zones ou pays concernés

Empire Centrafricain puis République Centrafricaine, Tchad.

### 1-5 Situation géopolitique

Sous perfusion de l'aide extérieure, la situation économique et sociale de l'Empire Centrafricain (ECA) est catastrophique. Les formations de l'armée sont totalement désorganisées. Au pouvoir depuis 1966, l'empereur Bokassa, tient le pays d'une main de fer. Les dérives de ce pouvoir autocratique et répressif dégradent les relations franco-centrafricaines et portent en germe l'intervention BARRACUDA. A cette date, environ **3.200 ressortissants français** séjournent dans l'ECA, dont 2.400 dans la capitale.

### 1-6 Caractéristiques de l'opération

#### Contexte de l'intervention

---

La situation intérieure de l'empire centrafricain est proche de l'effondrement. La personnalité de l'empereur Bokassa, détenteur du pouvoir, est de plus en plus contestée sur la scène internationale et la crise intérieure est particulièrement aiguë. Ce dernier, qui a menacé la collectivité française en

Centrafrique, a par ailleurs développé des relations avec Khadafi, ce qui fait courir le risque d'une menace libyenne aux frontières sud du Tchad.

### Règles d'engagement

Riposte immédiate en cas de prise à partie.

### Organisation du commandement

Le commandant des éléments français de l'opération BARRACUDA (COMELEF/ BARRACUDA) est sous commandement opérationnel (OPCOM) de l'état-major des armées (EMA). Sur zone, l'ambassadeur lui fixe ses ordres de conduite.

### Moyens engagés

Terre : un état-major tactique (EMT), trois compagnies parachutistes, un peloton d'automitralleuse légère (AML), un détachement de l'aviation légère de l'armée de Terre (DETALAT) à quatre SA-330, une équipe du 13<sup>ème</sup> RDP, un élément santé, un élément du 1<sup>er</sup> RPIMa<sup>1</sup>

Air : 8 C 160 Transall, 4 Jaguar, 1 KC 135F

Marine : 2 Breguet Atlantic (dont un constituant un poste de commandement volant)



### *Effectifs moyens par armée<sup>2</sup>*

Terre = 500

Air = 40

Marine = 20

### *Corps d'appartenance*

8<sup>ème</sup> RPIMa, 3<sup>ème</sup> RPIMa, RICM, 13<sup>ème</sup> RDP, 1<sup>er</sup> RPIMa, divers 11<sup>ème</sup> DP.

### *Matériels majeurs*

Cf. ci-dessus

<sup>1</sup> Rajouté quelques heures avant le début de l'opération (ops CABAN)

<sup>2</sup> (\* dispositif initial)

## II - CHRONOLOGIE

### 2-1 Planification

Initialement l'état-major des armées (EMA) demande au COMELEF/TACAUD de préparer une intervention (opération BLACK-PASS) visant à évacuer les Français de Bangui. Cette option, préparée depuis le 3 août, est abandonnée. Le déclenchement de BARRACUDA, qui vise à installer le président Dacko, reste conditionné par l'absence de Bokassa dans la capitale. Pour cette raison l'opération est plusieurs fois différée. Tous les travaux de planification se font à N'Djamena.

### 2-2 Montée en puissance

Après une préparation d'ordre politique et en réponse à une demande d'aide de ce gouvernement, la France déclenche l'opération BARRACUDA. Celle-ci est précédée par une action aéroportée visant la saisie de l'aéroport de Bangui M'Poko par le 1<sup>er</sup> RPIMa. Le 21, à 3h30, aérotransport, depuis N'Djamena, de l'EMT, de deux compagnies parachutistes et du peloton blindé, puis de Libreville de la compagnie d'éclairage et d'appui du 3<sup>ème</sup> RPIMa. Après la saisie des principaux points clés de la capitale, la garde présidentielle, est désarmée sans effusion de sang à Berengo.

Soixante douze heures après le déclenchement, toute menace immédiate est écartée dans la capitale, sans qu'il ait été besoin de faire usage des armes.

### 2-3 Phases de déploiement

Elles comprennent **deux phases**. La première, de courte durée (septembre-novembre 1979), confiée au Colonel Degenne, a consisté, dès la mise en place de Dacko, à assurer la sécurité **dans la capitale** et protéger la stabilité du nouveau régime.

La seconde, confiée aux Colonel Daubas et Béchu, avait pour but d'aider à la reconstruction et à l'instruction de l'armée centrafricaine tout en assurant la sécurité dans le pays. Le détachement se transforme en une force de présence qui rayonne **sur tout le territoire**.

### 2-4 Désengagement

L'opération BARRACUDA proprement dite s'achève en **juin 1981**. Elle fait place aux éléments français d'assistance opérationnelle EFAO<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Les EFAO quitteront définitivement la Centrafrique en 1998.

### III - DISPOSITIF / DÉPLOIEMENT

#### 3-1 Dispositif de l'opération

Prise de contrôle des points névralgiques de la capitale (aéroport, ambassade, siège du gouvernement, maison de la radio). A partir du mois d'octobre, dans la perspective d'une mission qui peut durer, les unités françaises s'installent sur l'aéroport et au quartier des «Deux Cents Villas».

A partir de **mai 1980**, s'opère un rééquilibrage du dispositif français en deux sous groupements stationnés pour l'un à Bangui, pour l'autre à Bouar initialement à partir d'unités désengagées du Tchad (TACAUD).

### IV - BILAN DE L'OPÉRATION

#### 4-1 Opérationnel

Le maintien en Centrafrique d'un dispositif permanent, au moment où la présence française à N'djamena est de plus en plus contestée, donne à la France la possibilité de disposer aux frontières du Tchad d'une base arrière qui trouve sa pertinence lors des engagements ultérieurs (MANTA, EPERVIER) et il participe à la stabilité de la région notamment face aux poussées de la Libye.

#### 4-2 Pertes humaines

Néant.

#### 4-3 Pertes matérielles

Non répertoriées.

#### 4-4 Enseignements tirés

- Lors de sa conception, BARRACUDA a connu plusieurs **difficultés** : insuffisance des moyens humains (spécialistes transmissions, logistique, coordination interarmées), incertitude sur la date du déclenchement et choix du lieu de préparation (N'Djamena au lieu de Paris) qui engendrent des lourdeurs de procédure et augmentent les risques de fuite, insuffisance du renseignement de situation.
- BARRACUDA, préparé et exécuté à partir de N'Djamena, a fait largement appel aux forces françaises stationnées au Tchad dans le cadre de l'opération TACAUD.

- La **double subordination** à laquelle est soumis le COMELEF place parfois celui-ci dans une position délicate, en particulier lorsque le point de vue du représentant du gouvernement est différent de celui des armées.

- Le concept de «détachement d'assistance opérationnelle» (**DAO**) a été testé avec succès au cours de la deuxième phase. Il aboutit, entre autres, à la mise sur pied du «Régiment d'Intervention Centrafricain».

- La **logistique**, notamment les moyens motorisés, a été sous dimensionnée, le soutien des matériels existants fait défaut et des déficiences sont apparues dans le domaine administratif.

Dans un pays qui n'accepte pas toujours la présence française, excellent comportement des unités déployées, qui ont souvent du faire face à des mouvements de foules et ont su maintenir une présence discrète mais efficace.



## V - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

### 5-1 Généralités

La Centrafrique est un pays continental, de 623.000 km<sup>2</sup> dont la population voisine les 2,3 millions d'habitants. Dans cette société polyethnique, le **tribalisme** concourt à la division. La langue officielle est le français; le sangho est la langue vernaculaire. Près de 1/6<sup>ème</sup> de cette population vit dans la capitale





**OPÉRATION BARRACUDA (SEPTEMBRE 1979 - SEPTEMBRE 1981)**

